Les élections régionales du printemps 2010 en Alsace

Richard Kleinschmager

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/alsace/210>
DOI : 10.4000/alsace.210
ISSN : 2260-2941

Éditeur

Fédération des Sociétés d'Histoire et d'Archéologie d'Alsace

Édition imprimée

Date de publication : 1 octobre 2010
Pagination : 339-356
ISSN : 0181-0448

Référence électronique

Richard Kleinschmager, « Les élections régionales du printemps 2010 en Alsace », *Revue d'Alsace* [En ligne], 136 | 2010, mis en ligne le 01 octobre 2013, consulté le 05 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/alsace/210> ; DOI : 10.4000/alsace.210

Les élections régionales du printemps 2010 en Alsace

Le dimanche 21 mars 2010, au soir du deuxième tour des élections régionales, l'Alsace apparaissait seule en bleu sur une carte de France des régions entièrement rose. Cette singularité était la même qu'aux précédentes élections régionales six ans plutôt. Seule la Corse qui est désormais présidée par Dominique Bucchini, membre du Parti Communiste, était restée à droite aussi. En 2004 Adrien Zeller devançait Jacques Bigot, candidat de l'alliance PS-Verts de 9,4 points de pourcentages. En 2010, Philippe Richert ne le précède plus que de 6,9 points dans un même contexte de triangulaire avec le FN national emmené par Patrick Binder. Derrière l'apparente stabilité du résultat final, se cache une joute électorale qui a détonné par rapport à la relative quiétude d'autres scrutins alsaciens. Les élections régionales de 2010 qui se sont déroulées dans un contexte singulier de crise économique et sociale et se sont présentées comme la dernière échéance électorale d'importance avant le scrutin présidentiel de 2012, ont vu s'opérer en Alsace des mouvements de l'opinion publique qui pour être modestes n'en sont pas moins notoires et que la campagne électorale autant que l'élection proprement dite a exprimés.

Crise économique mondiale et mi-mandat d'un premier quinquennat présidentiel

L'élection régionale de 2010 est la première élection d'importance qui se soit déroulée après la crise économique mondiale née aux États-Unis fin 2007 et qui a affecté la zone euro en 2009 avec entrée en récession de la plupart des pays du monde dont la France en 2009. Au cours de cette année 2009, le PIB français a connu une baisse de 2,2 %, la plus importante de l'après-guerre ainsi qu'une destruction nette de 412 000 emplois. La crise bancaire systémique partiellement jugulée par l'action des États s'est accompagnée d'un recul marqué de la production industrielle ainsi

que d'une augmentation des prix des matières premières et du pétrole. En Alsace, en février 2010 à la veille des élections régionales, le taux de chômage s'est établi à 8,5 % soit 2,1 points de plus qu'un an auparavant avec pour principale cause de l'augmentation de l'inscription au chômage, les licenciements. En 2009, la Banque de France a enregistré une croissance de 15,9 % du nombre de dossiers de surendettement sur la région, leur nombre étant passé de 2 047 en 1999 à 5 305 en 2009 soit un doublement en dix ans. En 2009, l'Alsace a par ailleurs enregistré son chiffre record de défaillances d'entreprises avec 1 835 défaillances contre 1 423 en 2008 et seulement 1 069 en 2000. La crise a accentué certaines tendances difficiles d'évolution de l'économie alsacienne depuis une décennie, l'économie régionale étant à la recherche d'un « second souffle » après l'effritement du potentiel industriel de la région, lié notamment à la désaffection croissante de l'investissement international qui avait longtemps été moteur de la croissance.

L'élection régionale de 2010 s'inscrit par ailleurs dans un contexte politique marqué par l'importance de la transformation du rythme de la vie politique nationale imposée par la mise en place d'une élection présidentielle tous les cinq ans, réforme voulue par Jacques Chirac et que Nicolas Sarkozy est le premier président à pratiquer. À bien des égards, ces élections régionales, bien davantage que les élections européennes de 2009, sont apparues comme des « mid-term elections » sur le modèle américain, véritable test à mi-parcours pour la politique présidentielle et son train de réformes menées tambour battant. En 2004, les élections régionales préfiguraient ce modèle d'élection intermédiaire et avaient consacré une large victoire de la gauche qui ne s'était pas confirmée aux présidentielles de 2007. À ces dernières élections, Nicolas Sarkozy avait réalisé en Alsace un de ses meilleurs scores régionaux avec 65,5 % des suffrages. Le Front National, très présent aux élections présidentielles de 1995 avec 25,4 % des voix pour Le Pen a vu à une large fraction de son électorat rallier le candidat de l'UMP aux présidentielles de 2007 où il ne totalise plus que 13,5 % des voix. Les élections législatives de juin 2007 se sont placées dans la foulée des élections présidentielles et ont confirmé celles-ci en donnant au président élu une confortable majorité législative de 320 sièges d'élus UMP auquel s'ajoutent 23 élus du Nouveau Centre tandis que la gauche au sens large a totalisé 228 sièges. En Alsace, les élections législatives de 2007 ont confirmé l'emprise de la droite sur la région en accordant quinze des seize sièges à pourvoir à l'UMP et ses alliés et un seul siège au PS en la personne d'Armand Jung réélu dans la 1^{ère} circonscription de Strasbourg. Les deux élections postérieures à la présidentielle de 2010, les élections municipales de 2008 et les élections européennes ont amorcé un certain recul de la majorité présidentielle sur le plan national comme en Alsace. Les élections municipales ont notamment été marquées en Alsace par la victoire de Roland Ries à Strasbourg après le mandat du « tandem »

Fabienne Keller, maire de la ville et Robert Grossmann, président de la Communauté urbaine de Strasbourg. À Mulhouse, Jean-Marie Bockel, devenu secrétaire d'État du gouvernement Fillon a été difficilement réélu à la tête de la ville, avec 168 voix seulement d'avance sur son ancien premier adjoint, Pierre Freyburger du Parti Socialiste. À Colmar, Gilbert Meyer a créé la surprise en étant réélu à la tête de la ville de Colmar alors qu'il avait été sévèrement battu par un challenger de son propre camp, Eric Straumann qui avait totalisé 66 % des voix aux législatives de 2007.

Après trois années de mandat de Nicolas Sarkozy et à deux ans de l'échéance présidentielle de 2012, l'élection régionale de 2010 est aussi apparue comme un test décisif pour l'opposition de gauche de sa capacité à mobiliser ses électeurs en vue de la prochaine présidentielle. Pour donner corps à son ambition et mobiliser ses troupes, elle a mis en scène un enjeu symbolique, à savoir le « grand chelem », terme utilisé par Martine Aubry pour qualifier la victoire de la gauche dans toutes les régions. Cette proposition impliquait que la région la plus marquée à droite, l'Alsace bascule à son tour à gauche, hypothèse audacieuse. En effet sauf en 1848 où la liste républicaine menée par Louis Lichtenberger l'emporte dans le Bas-Rhin avec 65 % des suffrages exprimés devant les listes catholiques, aucune élection n'a enregistré une majorité de gauche sur les deux départements. Sous la V^e République, seul le Haut-Rhin a totalisé une courte majorité en faveur de François Mitterrand au deuxième tour des présidentielles de 1988. Une des singularités du contexte de ces élections régionales de 2010 aura finalement été de poser le résultat des élections alsaciennes comme un enjeu national d'autant que les sondages préélectoraux ont très vite annoncé la victoire de la gauche dans une grande majorité de régions et évoqué pour un certain nombre d'entre eux, surtout au début de la campagne électorale, la possibilité d'une victoire de la gauche voire des écologistes en Alsace. Sous les feux de la rampe médiatique, le résultat alsacien allait devenir un test de la capacité de la gauche à renverser le sarkozysme ou à l'inverse la manifestation de la capacité de ce dernier à résister à la déferlante contestatrice de la gauche.

Une campagne électorale menée au centre, loin des appareils parisiens

Les élections régionales en France ne sont pas réputées susciter les passions, d'autant que contrairement à ce qui se passe en Allemagne, elles sont sans incidence sur les équilibres politiques nationaux, si ce n'est à titre d'indicateur. La campagne de ces élections régionales de 2010 a été marquée par la crainte d'une abstention massive. En Alsace, cette crainte était d'autant plus marquée que l'abstention est régulièrement

plus importante que dans le reste du pays. Au premier tour des élections régionales de 2004, avec 40,5 % d'abstention au premier tour en Alsace contre 37,7 % en moyenne nationale, l'écart avec le résultat national a atteint son niveau record avec 2,8 points d'écart, accentué à 4,9 points d'écart au deuxième tour. Aux élections de 1998, 1992 et 1986, l'écart a été constamment supérieur au niveau moyen français, de 1,2 points de pourcentage en 1998, de 1,6 points en 1992 et 1,3 points en 1986, ces trois dernières élections s'étant jouées à un seul tour. La crainte d'un taux élevé d'abstention pour ces élections de 2010 était d'autant plus marquée que l'on n'était pas dans le cas de figure de 2004 où elles avaient été accolées aux élections au conseil général dans la moitié des cantons ou à celles de 1986 où elles avaient été associées aux élections législatives.

Dans le cas des élections de 2010, la tentation de l'abstention a pu être accentuée aussi par la perspective de n'élire les nouveaux conseillers régionaux que pour un mandat de quatre ans compte tenu de la mise en place de la réforme du système politique local voulue par Nicolas Sarkozy et prévoyant en 2014, l'élection de 3 000 conseillers territoriaux siégeant à la fois dans les conseils généraux et régionaux, en lieu et place des quelques 7 000 conseillers actuels de ces deux assemblées.

La campagne proprement dite n'a pas connu d'innovations notoires, si ce n'est que s'est accentuée l'importance du « web », presque tous les candidats importants s'appliquant à assurer une certaine présence sur la « toile », notamment sur les réseaux sociaux du type « facebook » ou « twitter ». Par ailleurs, la tendance à la baisse de l'importance des « meetings » de campagne s'est maintenue au bénéfice des émissions de télévisions et notamment des plateaux télévisés de débat des candidats sur France 3 (débat du premier tour les 14 et 22 février 2010 et du deuxième tour le 25 avril) ou sur la nouvelle chaîne privée *Alsace 20*, liée aux *Dernières Nouvelles d'Alsace* et qui a succédé à *Alsatic TV*. Les traditionnelles tournées des leaders nationaux venant soutenir les candidats régionaux ont pour cette élection été réduites au minimum. Les déplacements de responsables nationaux se sont pour l'essentiel limités à des passages rapides comme celui de Martine Aubry venue soutenir, le 10 février, Jacques Bigot et Antoine Homé à Colmar au cercle Saint-Martin devant des syndicalistes, José Bové tenant réunion sur l'agriculture à la Maison des Syndicats à Strasbourg avec Jacques Fernique, le 11 février, ou François Bayrou profitant de quelques heures à Colmar, le 22 février, pour soutenir les candidats du Modem, Yann Wehring et Odile Ulrich-Mallet. Jean-Marie Le Pen s'est contenté d'une conférence de presse à l'*Ancienne Douane* à Strasbourg en compagnie de Patrick Binder le 9 février à l'occasion de la session du Parlement Européen. Philippe Richert a bénéficié du soutien de Xavier Bertrand, secrétaire général de l'UMP de passage à Cernay puis à Nordhouse le 9 février où il a tenu un meeting devant près de trois cent

sympathisants. Le Premier ministre François Fillon en personne a fait le déplacement de Strasbourg, le 18 mars, à la veille du deuxième tour, pour conserver l'Alsace à la majorité présidentielle à l'occasion d'un meeting au Palais des Congrès de Strasbourg. Il est intéressant de relever que la campagne de Philippe Richert a subi une inflexion dans son rapport au niveau national. L'affirmation de son ambition régionale s'est incontestablement affirmée dès février 2009 avec la publication aux éditions de la Nuée Bleue de son ouvrage « *Passions d'Alsace* » qu'il avait pris soin de faire préfacier par Nicolas Sarkozy. L'histoire de sa campagne comme celles d'autres candidats de l'UMP dans d'autres régions a été marquée partir de janvier 2010 d'une prise de distance progressive vis à vis d'une présidence de la République marquée par une impopularité croissante dans les sondages, le Premier Ministre prenant progressivement le dessus sur le Président dans ces mêmes sondages. C'est dans cet état d'esprit que s'est progressivement affirmé l'emploi du vocable de « majorité alsacienne » au détriment de la référence à l'UMP et qu'a été mis en avant le refus de Philippe Richert d'inscrire sur sa liste, malgré les pressions élyséennes, le jeune conseiller technique du Président, Éric Schahl qui venait d'acquérir une maison à Ostwald. De manière générale, quelque soit le camp, et à l'exception des listes des extrêmes, la modération a prévalu et les points de divergences précises ont été peu nombreux.

Moment décisif de la campagne électorale, la publication de listes de candidature le 16 février dans la presse régionale a dévoilé une offre politique large de pas moins de onze listes, sans surprise majeure. La liste Lutte ouvrière menée par Julien Wostyn, ouvrier de 31 ans, celle du NPA (Nouveau parti anticapitaliste) emmené par Yvan Zimmermann, ouvrier de 38 ans et la liste intitulée Alsace à gauche, conduite par Jean-Yves Causer, maître de conférences de sociologie à l'Université de Haute Alsace, 49 ans, ont assuré la traditionnelle représentation de la gauche du PS, emmené par Jacques Bigot. Président de la Communauté Urbaine de Strasbourg, brillamment réélu à la mairie de sa ville d'Illkirch-Grafenstaden dès le premier tour avec 70 % des suffrages, déjà candidat à la tête de l'alliance PS-Verts en 2004, il s'est imposé comme le candidat incontesté du Parti socialiste même si, à titre personnel, il a pu laisser entendre qu'il ne tenait pas à tout prix à cette tête de liste. Le ralliement à cette liste de Dominique Hoeffel, maire de Handschuheim, fille de l'ancien ministre et président centriste du Conseil Général du Bas-Rhin a été un moment marquant de la campagne électorale, signant la volonté du PS de s'ouvrir à sa droite. Antoine Homé, énarque, magistrat de la Cour des Comptes, maire de Wittenheim s'est attelé à conduire la liste dans le Haut-Rhin. La sensibilité écologique a été incarnée par deux listes. Celle de Manuel Santiago dénommée « Pour une écologie décroissante » s'est voulue représentative d'écologistes de terrain, la plupart inconnus en politique. L'autre formation écologiste, celle du mouvement des Verts, s'est

inscrite sous l'étiquette « Europe écologie Alsace » dans la suite des résultats européens de la formation en 2009. Emmenés par Daniel Cohn-Bendit au niveau national, les Verts avaient réussi en Alsace un score supérieur à celui du PS, avec 16,9 % des voix contre 14,6 % au PS. L'innovation de cette liste écologiste de 2010 emmenée par Jacques Fernique a été le ralliement d'Antoine Waechter. Ancien candidat à la Présidence de la République du mouvement écologiste en 1988, il avait obtenu 3,8 % des voix sur la France entière mais 9,3 % en Alsace. Il avait quitté le mouvement des Verts en 1994 au nom d'une écologie indépendante de la droite et de la gauche, s'inscrivant dans une vision moins subversive et plus conservatrice du naturalisme. La somme des voix Europe écologie et Mouvement écologiste indépendant (MEI) totalisant près de 23 % des voix dans la région aux européennes de 2009 en Alsace soit huit points de plus que le PS, cette alliance ouvrait des perspectives pour une percée politique dans une région où la sensibilité écologiste, depuis la création d'Écologie et Survie en 1973, a toujours réalisé ses meilleurs scores nationaux. Après la tentative avortée d'une liste Force démocrate emmenée par Bernard Stoessel, premier vice-président du Conseil Régional d'Alsace sous Adrien Zeller, la sensibilité centriste a été représentée par deux listes. La liste soutenue par François Bayrou intitulée Alsace démocrate est emmenée par Yann Wehrling, ancien membre des Verts dont il a été secrétaire national de 2005 à 2006, avant de rallier le Modem en 2008 à l'occasion des élections municipales à Strasbourg. Sa colistière dans le Haut-Rhin a été Odile Uhlich-Mallet, avocate, déjà titulaire de deux mandats à la Région. Parick Striby, patron d'une entreprise spécialisée dans l'édition, ancien adhérent de l'UDF a présenté à la dernière minute une liste intitulée « Centre droit » se réclamant des « valeurs de l'entreprise et de l'humanisme alsacien ». À droite de la « majorité alsacienne », sans surprise, Patrick Binder, déjà tête de liste en 2004 a conduit une liste du Front National avec Christian Cotelte dans le Bas-Rhin. Quant au mouvement régionaliste de droite Alsace d'Abord, délaissé par son président fondateur Robert Spieler, ancien député frontiste du Bas-Rhin en 1986, il a été conduit par Jacques Cordonnier, chef d'entreprise, prônant une « vraie fusion Région/Département » en Alsace. Quant à la liste intitulée « Majorité alsacienne » de Philippe Richert, sénateur et questeur de la haute assemblée, ancien président du Conseil Général du Bas-Rhin, liste emmenée dans le Haut-Rhin par la député Arlette Grosskost, elle a été clairement la liste de l'UMP même si cette étiquette n'a pas été mise en avant dans la circonstance de cette élection régionale. Elle a comporté pas moins d'une quinzaine de conseillers régionaux sortants, trois députés, Arlette Grosskost, François Loos et Antoine Herth, une quinzaine de maires et les deux présidents des deux conseils généraux. L'ouverture à la société civile, selon l'expression consacrée s'est notamment manifestée par l'inscription en position éligible de trois femmes, Nathalie Roos, dirigeante international du groupe agro-

alimentaire américain Mars, née à Haguenau, Lilla Méraïbet, ancienne dirigeante d'Unis Cités Alsace, d'origine berbère mais refusant d'être estampillée candidate de la diversité, et Huguette Zeller, cadre et veuve d'Adrien Zeller.

Les indications nominales portées sur les onze listes candidates au suffrage permettent d'établir certaines caractéristiques sociologiques de l'offre politique alsacienne à ces élections apportée par les 561 personnes inscrites sur les onze listes électorales. Malgré une nomenclature des professions pas totalement standardisée, quelques tendances se dégagent. Le groupe le plus important est celui des employés qui représente près de 16 % des candidats, immédiatement suivi de celui des retraités avec 15,5 % des candidats. Si les employés sont particulièrement représentés sur certaines listes comme le Front National (31 %), le Front de gauche (30 %) et Alsace d'Abord (30 %), celui des retraités est présent de manière homogène sur toutes les listes. Les professeurs au nombre de 48 (8,5 %) auxquels s'ajoutent 17 directeurs d'écoles (3 %) et 9 professeurs dits de faculté (1,6 %), se répartissent de manière homogène entre les diverses formations, sauf au Front National qui n'en compte aucun. Les fonctionnaires forment un des gros bataillons de candidats (10,7 %) et répartis sans variété significative, de 9 candidats au Modem à 3 candidats au centre droit de Patrick Striby. Les cadres d'entreprise représentent 8 % des candidats dont 1,8 % de cadres supérieurs. Ils sont absents des listes Lutte Ouvrière, NPA, Front de gauche et Cordonnier et la moitié d'entre eux se retrouve sur la liste Richert. Les ingénieurs constituent un faible bataillon de 11 candidats dont 3 sur la liste Fernique et 3 sur celle de Jacques Cordonnier. 11 candidats indiquent des professions qui en font des permanents ou des élus de la politique. Les étudiants (4,6 %) sont présents sur toutes les listes et particulièrement représentés sur la liste du NPA avec 7 candidats et Cordonnier avec 5 candidats. On peut relever que les professions libérales totalisent 30 candidats seulement soit 5,3 % du total des candidats, avec davantage d'avocats que de médecins ou d'architectes et qu'ils n'ont plus les positions fortes dont ils ont longtemps marqué la vie politique. De même peut-on relever que les agriculteurs ne sont représentés que par 12 candidats (2,1 %) et qu'ils ne sont présents que sur quatre listes, celles de Yann Wehring, Jacques Fernique, Jacques Bigot et Philippe Richert. Cette esquisse de sociologie du monde politique alsacien exprime bien la montée partout observable des classes moyennes de salariés aux dépens des indépendants et des professions libérales qui tenaient le haut du pavé autrefois. Dans le cas de cette élection régionale la présence des classes moyennes intermédiaires voire inférieures est manifeste ainsi que celle des retraités.

À la veille du scrutin, après une campagne marquée par des incertitudes sur le résultat dont l'Alsace était peu coutumière, quelques questions clés

Élections régionales 2010 en Alsace - Premier tour

Le rapport de forces PS / Europe Écologie

Sources :
Dernières Nouvelles d'Alsace, l'Alsace
Auteur : R. Kleinschmager

Cartographie : A.C. Bronner
Laboratoire Image, Ville, Environnement - ERL 7230

étaient posées. L'hypothèse d'une bascule à gauche restait-elle réellement plausible au vu des derniers sondages dont certains annonçaient un écart plus net entre les deux grandes forces en présence, en faveur de la droite? Quel serait le rapport de forces à gauche entre le PS et les écologistes avec à la clé la question du leadership pour la bataille du deuxième tour? Les électeurs de François Bayrou trouveraient-ils dans la jeune liste centriste du Modem les références centristes qu'ils avaient reconnues lors de la présidentielle 2007 en la personne de François Bayrou qui avait obtenu un de ses meilleurs scores en Alsace? Le Front National, après son spectaculaire recul des présidentielles de 2007 où Jean-Marie Le Pen avait plafonné à 13,5 % saurait-il récupérer des électeurs de sa sensibilité déçus par les dernières évolutions du sarkozysme et être présent au deuxième tour?

Un premier tour marqué d'inédites incertitudes

Le premier tour du dimanche 14 mars n'est pas apparu décisif. Le lendemain, les *Dernières Nouvelles d'Alsace* annoncent « Un second tour serré » (n° 45 808, lundi 15 mars 2010) en première page et *l'Alsace* titre « Suspense en Alsace malgré une nette avance de la droite » (lundi 15 mars 2010). Au vu du résultat global de ce premier tour, Philippe Richert et sa liste « Majorité alsacienne » peut s'enorgueillir d'arriver largement en tête de l'ensemble des candidats avec 34,94 % des suffrages soit très légèrement plus que les 34,06 % d'Adrien Zeller en 2004. Une différence nette apparaît toutefois dans le nombre d'électeurs mobilisés. La liste UMP-UDF d'Adrien Zeller avait totalisé 225 191 suffrages tandis que la liste « Majorité alsacienne » de Philippe Richert totalise 181 705 voix en 2010. Avec un total des suffrages exprimés proche en pourcentage, le déficit de voix accuse une baisse de 43 486 voix soit 19 % de baisse qui ne sont pas toutes imputables à l'augmentation de l'abstention qui n'a progressé que de 16 % par rapport à 2004.

En franchissant la barre des 10 % des suffrages exprimés, le FN impose une triangulaire pour le deuxième tour grâce à 70 158 voix soit 13,5 % des suffrages, pratiquement le même pourcentage de voix que Jean-Marie Le Pen le 24 avril 2007 (13,2 %). Il reste loin derrière ses 122 038 voix et 18,6 % des suffrages des régionales de 2004. Philippe Richert n'enregistre qu'une très légère avance sur la somme des voix de Jacques Bigot, 98 567 voix et de Jacques Fernique, 81 124 voix soit ensemble 179 691 suffrages. L'écart est de 2012 voix avec la liste Richert. En 2004, Adrien Zeller devançait Jacques Bigot au premier tour de 95 153 voix. La tactique de listes séparées semble avoir donné raison aux Verts puisque en 2004 la liste d'alliance menée dès le premier tour par Jacques Bigot n'avait rassemblé que 133 038 voix soit 20,1 % des

Élections régionales 2010 en Alsace - Découpage cantonal Du vote séparé à l'alliance du deuxième tour

Sources :
Dernières Nouvelles d'Alsace, l'Alsace
Auteur : R. Kleinschmager

Cartographie : A.C. Bronner
Laboratoire Image, Ville, Environnement - ERL 7230

suffrages. Si on ajoute aux 181 705 voix de Philippe Richert, 8 303 voix de la liste Striby, la moitié des voix du Modem soit 11 500 voix, l'autre moitié pouvant rallier l'alliance gauche-verte et la moitié des voix d'Alsace d'abord soit 12 950 voix l'autre moitié étant susceptible de rallier le Front National, Philippe Richert pouvait compter au soir du premier tour sur un total cumulé de voix de l'ordre de 215 000 voix. En recueillant les voix de l'extrême-gauche, celles des deux listes écologistes, la moitié de voix du Modem, Jacques Bigot pouvait, au lendemain du premier tour, tabler par hypothèse sur un total cumulé de 222 400 voix soit un léger avantage de près de 7 000 voix par rapport au camp opposé. Jamais autant qu'au soir du 14 mars 2010, une victoire de la gauche alliée aux écologistes n'est apparue envisageable. Depuis le début de la V^e République, jamais la gauche n'avait pu envisager de l'emporter.

Le résultat de ce premier tour marque réellement une légère inflexion globale de l'électorat alsacien. Si celui-ci est envisagé avec une catégorie aussi générique que le clivage gauche/droite, on peut constater que la somme des voix de droite toutes nuances confondues, témoigne d'une étonnante continuité de l'opinion publique sur la longue durée des élections régionales depuis les premières élections régionales de 1986. L'ensemble des formations de droite se maintient de manière constante en 1986, 1992 et 1998, élection à un seul tour et en 2004 au premier tour, à 61 %. La constance de ce pourcentage des suffrages exprimés est à plus d'un égard étonnante. Elle exprime une relative constance du comportement politique alsacien, déjà repéré pour d'autres élections d'un partage en deux tiers à droite et un tiers à gauche de l'opinion publique régionale, par-delà les variations générales de la vie politique régionale ou nationale. Elle n'exclut nullement des possibilités de majorité de gauche dès lors que l'abstention des électeurs de droite est importante ou que la droite est divisée en fractions inconciliables. À l'occasion de cette élection régionale de 2010, la constante de ces 61 % a été rompue avec un léger repli à 59 % du total des voix en faveur de la droite. Dans le détail, les chiffres établis peuvent faire l'objet de discussions, mais les deux tendances ; stabilité de 1986 à 2004, inflexion en 2010, apparaissent fondées. La question est ouverte de savoir si une lente érosion des positions globales des droites sur la région est en cours ou s'il s'agit d'un report ponctuel à gauche lié à une conjoncture économique menaçante et à un certain refus du sarkozysme dans certaines couches traditionnelles de l'électorat de droite.

La géographie des résultats quant à elle n'enregistre pas d'évolution notoire. Elle confirme les tendances traditionnelles du vote. L'influence des droites traditionnelles est forte dans les campagnes et dans certains quartiers bourgeois des villes. Le socialisme est plutôt urbain et se renforce dans les quartiers populaires des villes. Les Verts ont une présence diffuse dans les zones urbaines, péri-urbaines et certaines zones rurales du

Haut-Rhin et de l'Alsace du Nord, l'extrême-droite est particulièrement présente dans les zones populaires du Haut-Rhin et de Mulhouse en particulier. Par certains aspects, dans la suite des élections européennes de 2009 et municipales de 2008, la présence du PS s'accroît dans le nord de la région, en particulier sur Strasbourg et son agglomération qui font de plus en plus figures de fief socialiste. Cette évolution n'enlève rien au fait que globalement le Bas-Rhin est avant tout le fief de la droite conservatrice et du centre-droit. Philippe Richert réalise même sur l'ensemble du Bas-Rhin, un résultat supérieur de 2,4 points par rapport à celui d'Adrien Zeller en 2004. D'une certaine façon, il a renforcé les positions de sa famille politique dans les zones rurales du nord de la région dont il est issu, ancien maire de Wimmenau et conseiller général du canton de la Petite-Pierre où il obtient 59,5 % des suffrages alors que son meilleur score strasbourgeois se situe à 39,7 % dans le canton 7 de la Robertsau. Par contre, le résultat de la liste Richert dans le Haut-Rhin est globalement en retrait de plus de 9 points par rapport à son résultat du Bas-Rhin. S'il réalise son meilleur score dans le canton de Ribeauvillé avec 39,1 % des voix, il ne dépasse pas les 30 % des voix dans 16 des 31 cantons du Haut-Rhin. À Mulhouse, la liste de Philippe Richert ne réalise qu'un résultat médiocre inférieur de 5 points à la moyenne départementale avec 24,17 % des voix soit à peine davantage que le PS qui totalise 23,13 % des voix. En 2004, Adrien Zeller avait rassemblé 85 015 voix dans le Haut-Rhin. En 2010, Philippe Richert ne totalise que 60 714 voix. Il est probable qu'une fraction de l'électorat traditionnel de l'UMP sur le Haut-Rhin, à Mulhouse en particulier, a été désorienté par le ralliement de Jean-Marie Bockel à Nicolas Sarkozy. La liste Zeller totalise 9 678 voix en 2004 contre 5 904 voix à la liste Richert sur les quatre cantons mulhousiens soit une baisse de 63 % contre une baisse de 40 % des voix sur l'ensemble du Haut-Rhin. C'est sans doute aussi une des sources de la remontée du FN dans son fief mulhousien. Sur le canton nord de Mulhouse, la liste Binder atteint 23 % des voix contre 17,8 % à la liste Richert alors qu'à la présidentielle de 2007, Jean-Marie Le Pen n'avait obtenu que 12,9 % des voix contre 24,7 % en 2002. Avec de meilleurs résultats dans le Haut-Rhin (16,1 %) que dans le Bas-Rhin (11,8 %), le FN a repris pied dans certains de ses bastions mais son audience reste fortement minorée par rapport à la fin des années 90. Les Verts avec 15,6 % des voix sont en léger retrait par rapport à leur résultat exceptionnel des européennes de 2009 où ils ont totalisé 16,9 % des suffrages alors qu'aux présidentielles de 2007 la somme des voix de Dominique Voynet et José Bové n'atteignait que 3,4 % des suffrages. La carte du rapport de force PS/Verts souligne l'implantation majorée de la liste Fernique au nord dans la zone d'influence traditionnelle de l'Alsace Bossue et globalement une présence nettement plus marquée dans le Haut-Rhin, en particulier les cantons environnants de Colmar et l'ensemble du Sundgau. La présence sur la liste Fernique d'Antoine Waechter, natif de Mulhouse, installé à Fulleren, a

vraisemblablement influencé cette géographie du vote écologiste, sachant qu'aux élections régionales de 2004 sa liste du Mouvement écologique indépendant (MEI) avait totalisé 6,4 % des suffrages dans le Bas-Rhin contre 8,8 % dans le Haut-Rhin. Le résultat de ce premier tour a d'une certaine façon déçu les espérances des écologistes qui ont été amenés à céder la tête de liste aux socialistes. Les formations d'extrême-gauche n'ont pas d'implantation significativement différente de la gauche en général mais conservent de manière plus marquée que le PS un assez net surcroît d'influence dans le Haut-Rhin soit au total des trois formations 5,3 % des voix dans le Haut-Rhin contre 3,8 % dans le Bas-Rhin. Le Modem porté par la liste Wehrling-Mallet réalise un résultat légèrement supérieur dans le Haut-Rhin (4,9 %) que dans le Bas-Rhin (4,1 %) avec le meilleur résultat cantonal à Rouffach (11,2 %), alors qu'en général c'est l'inverse comme en avait témoigné le résultat de François Bayrou qui avait obtenu 23 % de ses voix au nord et 20 % au sud de la région. Quant à Alsace d'abord, première formation des petites formations politiques à ces élections devant le Modem, la carte de son implantation fait ressortir la majoration de son influence dans le Haut-Rhin à 5,9 % des voix contre 4,37 % dans le Bas-Rhin. La formation passe de 62 251 voix à 25 906 voix à la présente élection soit une baisse de 58 % de son électorat, baisse supérieure à celle du FN (40 %). La liste emmenée par Jacques Cordonnier dépasse les 7 % des voix dans les cantons de Neuf-Brisach, Andolsheim, Munster, Soultz-Haut-Rhin, Ferrette, ce qui dénote une implantation plutôt rurale qui différencie la géographie de son vote de celle du FN. De même dans le Bas-Rhin, si la liste n'obtient que 2,6 % des suffrages à Strasbourg, elle dépasse les 5 % des voix à Erstein, Marckolsheim, Barr, Sélestat, Benfeld, Obernai, Rosheim, Sarre-Union, Bischwiller, Niederbronn-les-Bains, Seltz, Soultz-sous-Forêts, Lauterbourg, Woerth. La géographie de ce vote confirme que cette formation prend pour partie à son compte une sensibilité régionaliste autoritaire qu'on retrouve aujourd'hui dans nombre de régions européennes riches, en Suisse et en Italie du Nord par exemple et dont l'électorat se distingue de celui de l'extrême-droite nationale même si certains de ses points d'appui semblent ressortir de zones rurales à base ouvrière.

Une nette victoire à l'arraché de la droite

La campagne du deuxième tour a été marquée par une intense mobilisation des partisans de Philippe Richert, réagissant à la possibilité d'une perte de la Région au vu des résultats du premier tour, et à certains sondages continuant de prévoir sinon sa défaite du moins un scrutin très serré jusqu'à la veille du deuxième tour. Si TNS Sofres-Logica annonçait début mars (*DNA* du samedi 6 mars 2010) la victoire au deuxième tour

de Philippe Richert avec au moins quatre points d'avance pour la liste Richert, au lendemain du premier tour, le 17 mars un sondage CSA/Le Parisien/Aujourd'hui en France annonçait que la gauche l'emporterait d'une courte tête avec 44 % des voix contre 43 % à la droite. S'il est certain que les sondages ont exprimé l'incertitude de l'électorat, il est clair aussi qu'ils ont eu leur part dans la mobilisation d'une fraction de celui-ci.

Le deuxième tour a surpris par la clarté du résultat final, la liste de Philippe Richert l'emportant avec 46,2 % des suffrages exprimés devant la liste PS-Verts avec 39,3 % des voix soit un écart de 6,9 points. Le FN est resté stable en pourcentage d'un tour à l'autre ; avec 14,2 % des suffrages, il n'augmente son résultat du premier tour (13,9 %) que de 0,3 points. La carte du rapport de force Richert/Bigot du deuxième tour fait ressortir une géographie classique de la gauche. Elle est majoritaire dans ses fiefs traditionnels, Strasbourg, la vallée de Schirmeck mais aussi Sainte-Marie-aux-Mines, Mulhouse, le bassin potassique et les vallées industrielles proches soit une géographie proche de celle des votes les plus mitterrandistes de 1981. La même carte montre aussi que les cantons dont les résultats en faveur de Philippe Richert dépassent les 50 % des suffrages, sont constitués d'une vaste zone de cantons ruraux du Nord de l'Alsace, du noyau des trois cantons du sud du vignoble bas-rhinois, ainsi que des cantons haut-rhinois de Ribeauvillé et Kaysersberg au nord du département et des trois cantons sundgauviens de l'extrême sud du département, Huningue, Ferrette et Hirsingue. Sur les vingt-quatre villes de plus de 10 000 habitants que compte la région, quinze ont donné leur préférence à la liste d'alliance PS/Europe Écologie, notamment les trois principales, Strasbourg, Mulhouse et Colmar. S'agissant des divers électors de droite, un réflexe de vote utile a sans conteste été déterminant pour conserver l'institution régionale à droite. En passant de 181 705 voix au premier tour à 284 576 voix au deuxième tour soit un gain de 102 871 voix (+ 57 %), Philippe Richert a non seulement mobilisé l'ensemble de l'électorat de droite du premier tour mais également une bonne part des abstentionnistes de droite du premier tour. En 2004, Adrien Zeller avait totalisé 299 353 voix au premier tour mais n'avait progressé que de 74 160 voix (+ 30,3 %). La mobilisation des abstentionnistes que Philippe Richert a réussi dans les campagnes, Jacques Bigot n'a pu l'opérer dans des proportions comparables parmi ses partisans dans les cantons urbains.

Si on s'attache à l'analyse des progressions de voix sur les dix cantons de Strasbourg, on relève que la liste Bigot progresse de 39,1 % en moyenne sur ces dix cantons, la liste récupérant 10 523 voix supplémentaires entre les deux tours. Cette progression moyenne est supérieure à la progression régionale de la liste des voix PS-Verts qui est de 62 422 voix soit + 34,7 %. La progression de la liste Bigot est plus forte sur Strasbourg que sur l'ensemble de la région. C'est l'inverse pour la liste Richert dont la progression globale

Élections régionales 2010 en Alsace - Second tour

Le rapport de forces Richert / Bigot

Sources :
Dernières Nouvelles d'Alsace, l'Alsace
Auteur : R. Kleinschmager

Cartographie : A.C. Bronner
Laboratoire Image, Ville, Environnement - ERL 7230

d'un tour à l'autre est de 57 %. On aurait toutefois tort de penser qu'elle a été négligeable sur Strasbourg où la liste de Philippe Richert engrange 8 789 voix de plus d'un tour à l'autre soit un gain de 52,6 % avec des pointes supérieures à la moyenne régionale dans le canton 2, Centre-Ville (+ 59,5 %), le canton 6, Cronenbourg-Hautepierre (+ 58,3 %), le canton 8, Neudorf-Musau (+ 58,3 %) et le canton 9, Hohberg (+ 65,8 %) soit pour les trois derniers des cantons plutôt populaires.

On peut aussi relever que si le Haut-Rhin au premier tour a été nettement moins favorable à Philippe Richert (29,3 % des suffrages) que le Bas-Rhin (38,6 %), l'écart entre les deux départements s'est nettement réduit au deuxième tour. De 9,3 points d'écarts, il passe à 4,9 points. L'augmentation du total des voix de Philippe Richert d'un tour à l'autre est clairement supérieure dans le Haut-Rhin que dans le Bas-Rhin. Ce total passe de 60 174 voix à 107 258 soit une progression de 78 % dans le Haut-Rhin alors que sa progression dans le Bas-Rhin n'atteint que 46,5 %. Le FN voit son total de voix haut-rhinois progresser de 29,7 % des voix. La liste Bigot du deuxième tour progresse de 27 064 voix par rapport à la somme des voix de la liste Bigot et de la liste Fernique au premier tour soit un gain de + 38,4 %. Si la progression de la participation est de l'ordre de 17 %, force est de constater que divers reports de voix ont favorisé dans le Haut-Rhin la liste Philippe Richert. Dans certains cas, on peut faire l'hypothèse que des électeurs écologistes du premier tour dans le Haut-Rhin n'ont pas suivi les consignes de vote d'Europe Écologie et rallié Philippe Richert. Certains cantons attestent particulièrement de cette évolution. Dans les trois cantons du sud, Ferrette, Hirsingue et Huningue qui ont donné plus de 50 % de voix à Philippe Richert au deuxième tour, la progression des voix de la liste Jacques Bigot est inférieure à la moyenne régionale de progression. La même évolution se retrouve dans ces autres cantons du Haut-Rhin, Ribeauvillé, Kayersberg, Andolsheim, Wintzenheim, Dannemarie, Altkirch et Sierentz qui avaient donné plus de voix à la liste de Jacques Fernique qu'à celle de Jacques Bigot. Il est probable que des électeurs écologistes plus proches d'Antoine Waechter que de Jacques Fernique ne se soient pas ralliés au candidat socialiste. Ces évolutions ne sont toutefois qu'un aspect de l'évolution des voix entre les deux tours. Pour expliquer la victoire de la liste Richert, la mobilisation des abstentionnistes du premier tour de « la majorité alsacienne » reste la voie d'explication la plus probante.

En guise de conclusion

Les élections régionales, les dernières avant la réforme programmée des scrutins territoriaux de 2014, qui verra se mettre en place des conseillers territoriaux siégeant dans les conseils généraux et régionaux, a mis l'Alsace en exergue dans le débat politique national. Le résultat du deuxième tour l'a consacré comme une terre d'élection de la droite dans la mesure où elle a été la seule parmi les régions métropolitaines à être conservée par la majorité présidentielle. Les positions de la gauche acquises notamment aux élections municipales de 2008 n'ont pas été entamées. Les Verts ont confirmé leur présence sur la scène régionale sans parvenir à modifier en leur faveur le rapport de forces avec le PS. Le Front National n'a pas enregistré un regain aussi marqué que dans le reste du pays sauf dans la région mulhousienne, son fief. La droite, après une campagne où pour la première fois ses positions ont paru fragilisées, a réussi une forte mobilisation finale de son électorat et consacré Philippe Richert comme son nouveau leader. Le paysage politique alsacien n'a pas été bouleversé par cette élection régionale et l'institution régionale reste aux mains de la majorité de droite et de centre-droit qui la contrôle depuis les premières élections régionales de 1986. Jamais toutefois avant cette élection, elle n'a du autant se battre pour conserver sa prééminence dans un contexte national, il est vrai, particulièrement peu favorable.